



**HAL**  
open science

## Face aux nouveaux défis, un service pour appuyer les opérations de développement local en zone de savanes du Nord-Cameroun

Cyprien Awono Bessa, Patrice Djamen Nana, Guy Augustin Kemtsop Tchinda, Aimé Dongmo Ngoutsop, Augustin Herman Wambo-Yamdjeu

### ► To cite this version:

Cyprien Awono Bessa, Patrice Djamen Nana, Guy Augustin Kemtsop Tchinda, Aimé Dongmo Ngoutsop, Augustin Herman Wambo-Yamdjeu. Face aux nouveaux défis, un service pour appuyer les opérations de développement local en zone de savanes du Nord-Cameroun. 2003, 8 p. hal-00143046

**HAL Id: hal-00143046**

**<https://hal.science/hal-00143046>**

Submitted on 24 Apr 2007

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Face aux nouveaux défis, un service pour appuyer les opérations de développement local en zone de savanes du Nord-Cameroun

Cyprien AWONO BESSA, Patrice DJAMEN NANA, Guy-Augustin KEMTSOP TCHINDA, Aimé Landry DONGMO NGOUTSOP, Augustin Herman WAMBO YAMDJEU

Sadel-GIE, BP 293 Garoua, Cameroun

**Résumé** — La libéralisation du secteur agricole pose un double défi. Pour les producteurs, une plus grande professionnalisation et donc une meilleure maîtrise des différentes fonctions de production (approvisionnement, production et commercialisation) s'impose. En outre, les performances technico-économiques du secteur agricole doivent être optimisées au travers de l'amélioration du fonctionnement des systèmes de production. Cela fait naître de nouveaux besoins en appui-conseil qui ne trouvent pas encore entièrement réponse dans les approches actuelles des structures d'encadrement. D'où la nécessité de développer des structures de conseil agricole. La recherche et le développement doivent, en réponse à cette préoccupation, proposer des actions qui soient non seulement efficaces et pertinentes, mais aussi durables et accessibles au plus grand nombre. Pour ce faire, l'intervention d'un partenaire au niveau de la reconstruction de la demande paysanne, de l'exécution des opérations de recherche d'accompagnement et de la diffusion des résultats des travaux s'avère judicieuse. L'expérience d'un jeune bureau d'études installé au Nord-Cameroun montre que bien organisée et dotée des ressources appropriées, une seule et même structure peut tout en assurant les activités classiques de prestations de service, servir de partenaire et d'interface entre la recherche et le développement.

**Abstract** — **Facing new challenges: a service to support local development actions in North Cameroon savannahs.** Liberalization of the agricultural sector involves a double challenge: i) an increase of the professional skills of farmers, hence a better control of production functions (supply, production and trade) is to assert oneself. Besides, the technical and economic performances of the agricultural sector must be optimized through the improvement of the production system functioning. These lead to new needs in service consulting, which is not yet entirely satisfied by actual framing structure in their approaches. From which it remains necessary to develop agricultural consulting structures. ii) Both research and development must propose, in response to this preoccupation, not only efficacious and pertinent actions, but also sustainable and accessible ones to the greater. For this, the mediation of a partner at the level of the rebuilding of peasant's demand, of the execution of accompaniment research works and the diffusion of working results seems to be judicious. The experiment of a young design department installed in North-Cameroun shows that, well organized and with appropriate resources, one same structure can serve as a partner and medium between research and development, and equally insure classical service activities.

## Introduction

En Afrique sub-saharienne, depuis plus de deux décennies, les programmes d'appui à l'agriculture et les dispositifs d'encadrement se réduisent. Ce désengagement des Etats se traduit par la libéralisation des marchés et s'accompagne de nouvelles formes d'organisation qu'il faudra intégrer dans les actions

de développement. Cela rejoint ce que Mercoiret *et al.* (1997) appellent « *un débat plus large qui porte sur la nécessité pour les agricultures paysannes d'Afrique sub-saharienne de s'adapter aux mutations profondes et rapides que connaît leur environnement et sur les conditions de cette adaptation* ».

La politique d'ajustement structurelle agricole mise en œuvre au Cameroun vise à arrêter les pratiques de fixation des prix des produits, les subventions des intrants par l'Etat, afin<sup>1</sup> :

- de favoriser la relance de la production en permettant aux producteurs de bénéficier pleinement des gains résultant de la dévaluation du FCFA intervenue le 12 janvier 1994 et d'ajuster leurs prix aux cours mondiaux ;
- d'éliminer les distorsions (contrôle des prix, limitations quantitatives, entraves à la libre circulation des biens, réglementation contraignante) qui empêchaient une concurrence saine.

Dans un contexte de globalisation des échanges, une telle approche du développement suscite des prises de positions tranchées, soulevant des interrogations sur le devenir d'une agriculture du Sud à la recherche de ses marques face à une agriculture du Nord hautement subventionnée et fortement concurrentielle. En effet, des années après l'entrée en vigueur de ces mesures d'austérité, le monde rural éprouve toujours du mal à accéder aux résultats escomptés. L'incertitude prédomine et des filières entières autour desquelles les Etats ont pendant longtemps bâti leurs politiques de développement perdurent dans la spirale dépressive, entraînant dans la tourmente des acteurs qui ne parviennent pas encore à bien s'organiser. D'après Wambo-Yamdjeu (2000), cette situation impose de réagir fortement en ce qui concerne la préparation des paysans à s'organiser efficacement pour faire face aux exigences d'un secteur libéralisé où il est nécessaire d'allier harmonieusement performance et professionnalisme.

Dans le cadre de quelques réflexions qu'il développe autour des efforts de dynamiques de développement à accompagner chez les producteurs de coton dans dix pays producteurs de coton d'Afrique de l'Ouest et du Centre, Dévèze (1993) a identifié trois axes majeurs qui conviennent bien au contexte du Nord-Cameroun.

- Tout d'abord, apporter un soutien à l'organisation du monde rural en conférant une plus grande autonomie aux associations villageoises et organisations des producteurs, en vue de consolider le tissu professionnel (fédération, centre de gestion, crédit mutuel, etc.). Cette professionnalisation devrait permettre aux producteurs de participer à terme à la gestion des filières et à la définition des politiques agricoles. Cela nécessite une assistance sur divers plans (conceptuel, juridique, gestion, formation, information) pour lesquels des financements adaptés et des appuis efficaces doivent être mobilisés. Des études récentes menées par l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD) dans le cadre du Pôle régional de recherche appliquée au développement des savanes d'Afrique centrale (PRASAC) et des conventions entre l'IRAD et le projet Développement paysannal et gestion de terroirs (DPGT) auprès des exploitations agricoles<sup>2</sup>, il ressort d'importants besoins en appui-conseil aux producteurs et aux groupes organisés. Les besoins portent entre autres sur la structuration du paysannat, l'aide à la décision, et l'amélioration de la rentabilité technico-économique.
- Ensuite, améliorer les rapports contractuels entre partenaires et en particulier entre sociétés cotonnières et producteurs organisés, à travers des médiations afin de créer un climat de confiance dans la négociation des contrats, pour organiser la cogestion de certains services. Un des défis importants de l'encadrement agricole est de pouvoir répondre aux nouveaux besoins exprimés par les paysans.
- Enfin, réorienter les interventions en matière de vulgarisation et de mise au point des techniques, ce qui suppose des actions coordonnées de recherche-action au niveau des acteurs africains. Djamen (2000) pense que dans une telle « économie de marché », le renforcement du pouvoir de décision des agriculteurs est l'une des pistes d'amélioration de leur niveau de professionnalisme.

La mise en œuvre de ces actions de développement local nécessite des appuis spécifiques pour lesquels

---

1 Programme d'ajustement du secteur agricole. Mission de pré-évaluation. Aide-mémoire. Mission conjointe des bailleurs de fonds ayant séjourné au Cameroun du 21 mars au 08 avril 1994, 19 p.

2 Définies par Jouve et Mercoiret (1987) comme un système finalisé par les objectifs et projets de l'agriculteur et de sa famille. Moussa (1994) les définit, dans le contexte du Nord-Cameroun, comme un groupe d'individus travaillant collectivement avec des outils de production communs pour satisfaire leurs besoins de subsistance ainsi que ceux de leurs dépendants. Il peut y coexister plusieurs ménages et le chef d'exploitation joue le rôle de centre de décision technique et familial.

les structures de recherche et de développement ne parviennent plus à couvrir totalement. Ceci pour plusieurs raisons :

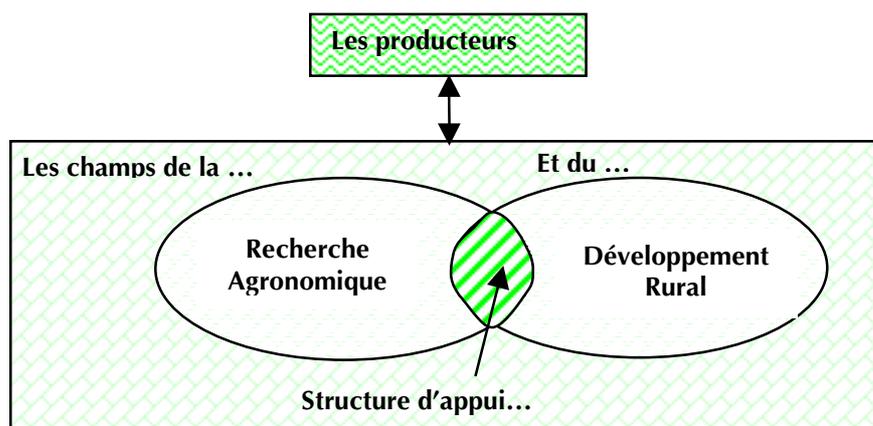
- des relations entre recherche et développement peu fluides et généralement épisodiques ;
- une recherche dépendante du développement pour une partie du financement de ses activités ; ce qui entraîne une perte d'autonomie et une programmation arrimée aux objectifs des projets de développement ;
- un développement contraint par l'obligation des résultats dans un pas de temps court (échancier des projets), se traduisant par des actions dans l'urgence et la discontinuité.

Il se dégage à cet effet un créneau aux services d'appui émergents pour : *i*) apporter des appuis directs aux producteurs individuels ou organisés à travers des prestations de services *ii*) agir comme interface entre la recherche et le développement dans une dynamique de relais permanents aux préoccupations des acteurs.

Cette communication présente la démarche globale que peut utiliser une structure spécialisée dans l'appui au développement local, ainsi que sa position dans le dispositif relationnel entre recherche, développement et autres acteurs. L'exemple du service d'appui au développement local (Sadel-GIE) basé à Garoua vient témoigner de la faisabilité d'une telle passerelle entre acteurs inter-reliés.

## Les champs d'activités d'une structure d'appui

Pour accompagner les opérations de recherche-développement, des structures d'interface (services d'appui) maîtrisant les approches participatives, capables de répondre aux besoins et attentes des acteurs du développement local, (en termes de formation, d'organisation, de suivi - évaluation) trouvent ici toute leur justification (figure 1).



**Figure 1.** Le champ d'activités d'un service d'appui au sein des relations entre les organisations paysannes, recherche et développement.

Le travail d'un service d'appui, sans entrer en concurrence avec les activités de la recherche et du développement, vient en relais et en complément à celles-ci. Le service d'appui peut s'étoffer autour d'un certain nombre de composantes modulables en fonction du contexte. Trois domaines possibles permettent d'illustrer cette assertion dans le contexte du Nord-Cameroun.

### Le domaine des études

Il trouve un vaste champ d'application dans les études d'impacts des actions de la recherche et du développement ; le suivi-évaluation des actions du développement ; l'expertise pour une congruence entre techniques (niveau recherche) et pratiques (niveau développement - paysan) ; l'exécution en collaboration d'actions de recherche et de développement.

Il vise également une fluidité permanente entre la recherche et le développement. Cela à travers la reconstitution de la demande paysanne pour la recherche d'une part, et la traduction des résultats de la recherche en outils pour le développement (conseil de gestion, fiches techniques, conseil à l'équipement etc.) d'autre part.

### **Le domaine de transfert des technologies**

Il a pour objectifs la traduction permanente des résultats de la recherche en outils simplifiés pour le développement. Ce qui permet de mettre au point des outils d'aide à la décision pour les agriculteurs et leurs partenaires.

Exemple : Les travaux actuels de construction d'outils de conseil individuel à l'agro-équipement présente un double intérêt. D'une part, les producteurs pourront y recourir pour améliorer la rentabilité de leurs investissements agricoles. D'autre part, les services financiers disposeront d'éléments de décision pour l'octroi et la sécurisation du crédit agricole.

### **Le domaine des services spécialisés**

Il concerne la formation des acteurs (paysans, agents de développement et de la recherche) sur des domaines spécifiques ; le recrutement et la mise à disposition de ressources humaines spécialisées etc.

En somme, les structures d'appui aux travers de leurs activités peuvent :

- travailler comme partenaires des secteurs de la Recherche et du Développement, en prenant en charge certaines responsabilités pour l'identification des problèmes, l'exécution des actions de recherche, les tests et transfert de technologies ; l'objectif à long terme étant la création d'une recherche adaptative à l'échelle de la communauté ;
- servir d'intermédiaire entre recherche et vulgarisation, souvent éloignées l'une de l'autre, et ensemble trop éloignées de l'agriculteur ;
- appuyer et assister les agriculteurs pour un meilleur accès aux services et intrants nécessaires à l'adoption de nouvelles technologies et à l'ouverture de nouveaux marchés ;
- renforcer les capacités de dialogue des organisations avec des acteurs extérieurs peut également être un effet de la collaboration avec la recherche : dialogue plus équilibré dans les secteurs techniques et économiques, reconnaissance accrue de l'organisation par les acteurs institutionnels, etc.

## **Le cas du Service d'appui au développement local (Sadel)**

### **Les objectifs du Sadel**

Le projet de création du bureau d'études et d'ingénierie-conseil dénommé « Service d'appui au développement local », a germé au sein de la station polyvalente de l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD) à Garoua. Cette dernière, ayant servi de cadre d'accueil aux cinq promoteurs du projet dans le cadre de la réalisation de leur mémoire de fin d'études, les a par la suite intégré dans la perspective d'une insertion professionnelle sous contrat à « durée déterminée ».

Depuis lors, avec l'expérience acquise sur le terrain, la perspective d'un auto-emploi commun a pris le pas sur l'emploi temporaire dans une zone où le relais entre la recherche et le développement d'une part ; la recherche-développement et les producteurs – ainsi que leurs représentants (GIC, OP) - d'autre part, est resté insuffisamment desservi. Ce qui supposerait l'existence d'un besoin en service non satisfait.

L'orientation générale prise par le Sadel s'appuie sur des objectifs calés aux priorités actualisées :

- rechercher, conserver et diffuser des acquis de la recherche : banques de données, archives etc. ;
- reconstruire les besoins réels des producteurs en matière de demande de recherche et d'innovations techniques ;
- offrir des prestations de services aux organismes demandeurs sur des thématiques de développement à petite et moyenne échelle ;
- mener des actions d'appui-conseil auprès d'individus ou des collectivités sollicitant une expertise pour l'élaboration, l'exécution et le suivi-évaluation des projets d'intérêt financier ou communautaire ;

- servir de relais entre demandeurs de ressources humaines qualifiées d'une part et offreurs de compétences d'autre part ;
- socialiser les résultats de la recherche soit à travers les organismes de développement, soit directement auprès des agriculteurs et leurs représentants (OP, GIC) ;
- outiller et accompagner les agriculteurs dans la voie de la professionnalisation par un renforcement de leurs capacités de décision et de gestion couplé à l'amélioration de leur niveau de connaissance technique et économique.

Pour atteindre ces objectifs, le Sadel-GIE jouit d'une maîtrise des réalités locales et dispose de ressources mobilisables.

### **Des ressources diversifiées**

Le Sadel opère avec des équipes pluridisciplinaires :

- de manière permanente, cinq ingénieurs agronomes ayant une expérience de terrain de deux ans dans la région. il s'agit de zootechniciens, d'agro-machinistes et de socio-économistes ;
- un panel de spécialistes mobilisables au rythme des études ; à cet effet, la banque de curriculum vitae (CV) constituée couvre les domaines d'expertise variés : géographie, sociologie de développement, faune et environnement, gestion d'entreprises, etc. ;
- un conseil scientifique élargi aux structures de recherche - développement et aux universités.

Un local aménagé fait office de bureau du personnel. Il abrite également le parc informatique et une bibliothèque.

### **Les premières réalisations : un partenariat diversifié**

Aux côtés des structures de recherche et de développement, le Sadel a mené une série d'actions qui cadrent avec les objectifs qu'il s'est assigné, afin de répondre aux défis en présence dans la région.

### **Evaluer et suivre des actions de développement**

Dans le cadre de l'évaluation des impacts du Projet développement paysannal et gestion de terroirs (DPGT), le Sadel a réalisé une étude des besoins en formation des responsables de Groupements de producteurs (GP) sous la supervision de l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD), station polyvalente de Garoua. Cette étude, commanditée par la Société française de réalisation, d'études et de conseil (Sofreco), visait à apprécier les formations reçues par les producteurs de coton et leurs impacts dans la vie des GP, et aussi d'identifier les besoins en formation complémentaires de ces derniers. Il s'agissait, pour le Sadel, de reconstruire les besoins réels des producteurs situés à la base du mouvement associatif de la zone cotonnière du Cameroun. En effet, dans l'optique d'une professionnalisation indispensable des GP qui sont l'objet de manquements dans leur gestion et leur fonctionnement. Il paraît nécessaire d'œuvrer en leur faveur, afin de leur permettre d'améliorer leurs performances respectives.

Toujours dans le souci de reconstruire les besoins des réels des producteurs, et aussi d'appuyer des actions d'appui-conseil de développement en faveur du traitement de l'information comptable des GP de la Société de développement du coton du Cameroun (Sodécoton), un diagnostic du circuit de l'information liée au suivi comptable des GP a été réalisé. Ce travail envisageait, en aval, une possibilité d'externalisation d'une partie des activités de ce suivi comptable. En réponse aux attentes de la Sodécoton et des GP, des éléments supplémentaires pour une meilleure lecture du système comptable existant ont été pourvus, de même il a été mis en relief les pans d'activités susceptibles d'être externalisés.

Le Sadel a été mis à contribution dans l'évaluation d'un dispositif d'essai d'encadrement des GP de coton initié dans la région de Tchatabali. Cette évaluation concernait la détermination des impacts de ce dispositif dans la vie des GP, l'identification de sa pertinence comme « déploiement institutionnel » et, la détermination des conditions liées à son adoption dans les autres régions du bassin cotonnier. Il ressort qu'au sein des GP, leur auto gestion n'est pas encore réelle dans la majorité des cas, et il demeure donc indispensable d'œuvrer en faveur d'une conscientisation du paysannat sur les responsabilités qui sont siennes pour une prise en charge effective.

Mis à contribution par le Centre de recherche et d'étude en économie et sondage (CRETES)<sup>3</sup>, le Sadel a participé aux travaux visant à évaluer les actions du Ministère de l'agriculture (Minagri) et celui de l'élevage, des pêches et des industries animales (Minepia). Il s'agissait d'un audit pour lequel le Sadel assurait la maîtrise d'œuvre dans le Nord et l'Extrême-Nord du Cameroun. Elle visait à : i) reconstruire les besoins des personnels de ces ministères ; ii) apporter un appui-conseil par l'évaluation du degré de réalisation des objectifs visés par les structures d'encadrement en faveur des bénéficiaires de leurs actions. D'autre part, le Sadel assure pour le compte du CRETES, la réalisation suivie d'une enquête dénommée « Conjoncture PME » dont l'objectif est de renseigner sur les tendances d'évolution des petites et moyennes entreprises nationales.

Outre les objectifs ci-dessus atteints dans le cadre du partenariat avec le CRETES, ces deux activités constituent des exemples pratiques de la fonction de représentation assurée par le Sadel auprès des structures n'existant pas dans le Nord-Cameroun.

### **Elaborer des outils de formation pour le personnel d'encadrement**

Les travaux entrepris par le Sadel en partenariat avec le DPGT ont permis de proposer un guide pratique d'usage aisé, à l'attention du personnel d'encadrement et des responsables des groupements de producteurs<sup>4</sup>. Ce document traite de la création des groupements (étapes de création, rôle, droits, devoirs et obligations des GIC et de ses membres etc.), des conditions d'un meilleur fonctionnement et des perspectives d'une fédération à terme des groupements.

### **Contribuer à la réflexion sur le développement au Nord-Cameroun**

Des contributions du Sadel aux débats organisés autour des thématiques sensibles s'inscrivant parmi les enjeux du Nord-Cameroun ont été apportées au cours des séances de réflexion auxquelles il a été convié. Notons les séminaires et atelier organisés par l'Office céréalier<sup>5</sup> et le CIRAD, le Prasac et l'IRAD<sup>6</sup> où le Sadel a présenté des communications sur les thématiques liées respectivement au conseil à la gestion céréalière avec l'Office céréalier, à la filière artisanale des agro-équipements et au système de financement de la traction animale.

En partenariat avec le CIRAD-EMVT, le Sadel a participé à des journées de réflexion sur des thématiques de recherche en présentant des communications telle celle sur la « construction d'une méthodologie de conseil à l'agro-équipement de traction animale pour les exploitations agricoles du Nord-Cameroun ». Ce fut à l'occasion du troisième séminaire CIRAD/INRA sur « la modélisation du fonctionnement des troupeaux ». Aussi, des séances de formation et d'information tenues avec des exploitants agricoles ont permis au Sadel de leur assurer un appui-conseil, et de reconstruire leurs besoins dans le cadre des opérations de conseil agricole, à l'élevage et à l'équipement. Le Sadel contribue ainsi à la réflexion sur la pertinence des méthodes de recherche.

Des travaux de recherche sont en cours de réalisation, en appui aux actions de la deuxième intervention porte sur « l'Etude analytique des typologies d'exploitations agricoles réalisées au Nord-Cameroun », qui est une opération du Pôle régional de recherche et de développement des savanes d'Afrique centrale (PRASAC). Elle vise à porter un regard critique sur les approches méthodologiques utilisées, son but ultime étant de proposer des pistes pour la valorisation effective des résultats afin que les typologies gardent leur plénitude d'outil de connaissance et de développement adaptés.

Deux études sont menées par le Sadel, en partenariat avec l'IRAD-Prasac et le CIRAD/EMVT portant respectivement sur les stratégies et les pratiques paysannes de traction animale en zone cotonnière. Ces études visent, entre autre à : i) faire le point sur les pratiques existantes ; ii) apprécier la rentabilité technico-économiques des systèmes de productions mis sur pieds ; iii) identifier les besoins en renforcements, etc. Il s'agit d'une série d'activités qui s'inscrivent dans le cadre des contributions à la mise au point des innovations sur les stratégies paysannes en traction animale.

---

3 Un bureau d'études basé à Yaoundé.

4 Mémento à l'usage des encadreurs des groupements de producteurs de coton dans la zone cotonnière du nord - Cameroun, mars 2002; *Convention N° 1 DPGT / Sadel - GIE*

5 Cet atelier s'inscrivait dans le cadre des actions de réflexion sur le programme de sécurité alimentaire, et portait sur la pratique du stockage des céréales dans le Nord-Cameroun.

6 Atelier Recherche/Développement portant sur les enjeux de la traction animale dans le Nord-Cameroun.

## **Favoriser l'émergence de nouveaux acteurs**

Le Sadel a participé au salon de création d'entreprise, occasion offerte par le gouvernement camerounais pour louer les initiatives d'auto-emploi. Au cours de cette édition, le Sadel a pris part au concours visant à primer le porteur du meilleur des projets identifiés. Dans l'objectif de susciter l'esprit d'initiative au sein de l'auditoire, le Sadel a proposé des brochures et des posters relatifs à l'entrepreneuriat agricole, des conseils sur support écrit et une animation qui touchent plusieurs points : des astuces pour identifier des projets dans la région ; une démarche de création d'entreprise ; des principes simplifiés de gestion de la petite entreprise agricole, etc.

Le Sadel est également associé comme membre du bureau au tout nouveau comité provincial d'appui à la création d'entreprises au Nord-Cameroun, dénommé « Pépinière d'entreprises ». Cette opportunité devrait permettre au Sadel de mieux concrétiser son objectif d'appui-conseil auprès des initiatives privées des individus et des collectivités.

## **Participer à la mise en œuvre d'actions de recherche et de développement**

Dans le cadre des travaux relevant du conseil de gestion aux exploitations agricoles, du conseil à l'élevage et de l'expérimentation d'une méthode de conseil à l'équipement, quelques paysans font l'objet d'un suivi rapproché. Il s'agit en effet de la phase ultime d'un processus visant à responsabiliser le paysan, désormais en possession d'outils d'aide à la décision. En accord avec les producteurs en question, un programme prévisionnel de réalisation a été élaboré, en prenant en compte ses réalités socio-culturelles et économiques, avec des objectifs visés par ces derniers.

Vis-à-vis des individus, ces actions présentent une double importance, notamment en ce qui concerne l'appui-conseil à travers une démarche itérative en faveur des bénéficiaires, le suivi de la reconstruction des besoins de ces derniers. Elles se situent à cheval entre le paysannat (considéré comme boîte noire par les bailleurs de fonds qui n'osent pas y accéder) et les structures de micro-finance (dont les garanties à l'accès aux finances par les paysans sont très souvent inadaptées). Le Sadel se positionne ainsi comme un médiateur et facilitateur entre le paysannat et la micro-finance, en créant une adéquation entre les besoins en financement des premiers et les garanties de financement des seconds.

## **Conclusion**

La nouvelle donne institutionnelle et socio-économique dans les savanes du Nord-Cameroun fait naître de nouveaux besoins d'appui-conseil aux producteurs. Pour la recherche et le développement, il est judicieux que les relations soient plus fluides d'où la nécessité d'une interface. L'exemple du Sadel montre qu'une structure bien organisée et dotée de ressources adéquates peut apporter cet appui.

Dans une synergie d'actions menées en partenariat avec la recherche et le développement, le Sadel a en trois trimestres d'existence, contribué à : l'évaluation et au suivi des actions de développement ; l'outillage des encadreurs du paysannat ; l'appui à l'émergence de nouveaux acteurs ; la participation à la mise en œuvre et à l'exécution d'actions de recherche et de développement. Se déroulant dans le cadre des prestations de service et de la sous-traitance, l'approbation par les partenaires des rapports ayant sanctionné lesdits travaux témoigne de la qualité du travail mené. Par ces actions, le Sadel a atteint nombre de ces objectifs.

L'expérience montre que la pertinence, l'efficacité et la durabilité d'un service d'appui dépendent indéniablement de plusieurs facteurs parmi lesquels :

- une forte collaboration avec les acteurs traditionnels du secteur (chercheurs, développeurs, producteurs et leurs représentants) dans des domaines bien cernés ;
- une reconnaissance réciproque devant aboutir à une répartition raisonnée, mais intégrée des rôles entre acteurs et ce, en fonction des enjeux en présence ;
- un partenariat progressif devant évoluer vers un appui concerté et durable des producteurs.

Toutefois, bien que le besoin d'un travail complémentaire s'avère évident, nombre d'entorses doivent être bravées par les services d'appui. Parmi celles ci, notons :

- l'accès difficile à l'information relative aux marchés des prestations, avec pour corollaires : la difficulté de constituer un partenariat ;

- l'intégration problématique dans le dispositif classique faute d'identité connue -conférant un préjugé généralement défavorable- ;
- l'insuffisante valorisation des compétences ;
- l'absence de situations de référence nécessaires à l'exécution de certaines actions ;
- l'insuffisance de moyens et parfois du matériel de travail (logiciels informatiques, etc.).

La durabilité et la viabilité des structures d'appui intègrent également la perspective du développement et du renforcement des capacités en ressources humaines<sup>7</sup>, infrastructurelles (bibliothèque et outils informatiques) et d'un réseau de partenariat.

Malgré les contraintes qui existent dans le domaine de nouveaux services émergeant d'appui au développement local, notons avec l'exemple du Sadel que, bien organisé et avec des ambitions et des objectifs mesurés, un tel service peut s'intégrer durablement dans le dispositif triangulaire actuel Recherche / Développement / Producteurs.

## Bibliographie

DEVEZE J.-C., 1993. Les zones cotonnières entre développement et ajustement. Réflexions sur le rôle du coton en Afrique de l'Ouest et du Centre. Projets, Document de travail, CFD, Paris, France, 28 p.

DJAMEN NANA. P., 2000. De l'analyse du fonctionnement des exploitations agricoles aux propositions d'actions d'appui-conseil. Etude de cas à Figlolé (Nord-Cameroun). Mémoire d'Ingénieur agronome. Université de Dschang, Dschang, Cameroun, 75 p.

JOUBE P., MERCOIRET M.R., 1987. La recherche-développement : une démarche pour mettre les recherches sur les systèmes de production au service du développement rural. Les Cahiers de Recherche-Développement, n°16 : 8-13.

MERCOIRET M.R., 1994. L'appui aux producteurs ruraux. Guide à l'usage des agents de développement et des responsables de groupements. Paris, éditions Khartala, 464 p.

MERCOIRET M.R., BERTHOME J., BOSCH P.M., GUILLAUME J., 1997. Les relations entre organisations paysannes et recherche agricole. CIRAD-SAR 110/97, Montpellier, France, 163 p.

MOUSSA C., 1994. Typologie des exploitations agricoles à Héri. Document de travail, IRZV, Garoua, Cameroun, 26 p.

REBUFFEL P., 1996. Vers un renouvellement des méthodes de conseil aux exploitations dans l'ouest du Burkina Faso. Apports à la connaissance du fonctionnement des exploitations agricoles. INAPG, 46 p.

TCHALA-ABINA F., KAMGA A., NDOJOYA J., 1994. La vulgarisation agricole au Cameroun : cas de la Recherche-Développement/Formation à l'Université de Dschang. Yaoundé, Cameroun, 40 p.

WAMBO-YAMDJEU A.H., 2000. Analyse du fonctionnement des exploitations agricoles en zone cotonnière du Nord-Cameroun. Intérêt pour la mise en place d'opération de conseil de gestion à Gadas. Mémoire d'Ingénieur Agronome. Université de Dschang, Dschang, Cameroun, 70 p.

---

<sup>7</sup> Formation continue en informatique, recyclage en méthodologie, techniques de prospection, négociation des marchés, rédaction scientifique, management, gestion comptable et financière, etc.